

NATIONALISATION D' EDF ?

LE GOUVERNEMENT DOIT CESSER DE PRENDRE SES ORDRES AUPRÈS DES MARCHÉS, ET ÉCOUTER ENFIN LE PERSONNEL

A chaque semaine sa tribune pour réclamer des efforts immédiats d'économies d'énergies en France. Après celui des patrons des grands groupes énergétiques, voici celui iconoclaste des dirigeants de Biocoop ou du secours catholique, sous la houlette de Jean-Bernard Levy : « Il va falloir consommer moins d'énergie pour éviter des pénuries de courant et de gaz, pour limiter l'augmentation des factures d'énergie et de carburant ».

Selon eux, ces injonctions ne peuvent attendre la rentrée : il faut utiliser des éventails plutôt que d'allumer son ventilateur pour éviter de jeter l'allumette dans le brasero social du pays.

Ces appels créent volontairement la confusion entre chasse au gaspi - qui vise à supprimer le superflu -, efficacité énergétique, et sobriété qui consiste à subir une restriction de consommation. Sous couvert de réduction du CO2 et d'économie, ils mélangent les trois concepts et renvoient l'image que l'effort serait temporaire. Il ne le sera pas !

L'enjeu, c'est la ré industrialisation, la création de richesses, car c'est au secteur industriel que l'on doit une part importante des gains d'efficacité énergétique en Europe et a fortiori en France.

Les gros consommateurs industriels n'auront d'autres choix que de réduire, voire d'arrêter, leur production.

Qu'à cela ne tienne, par voie de presse, la direction commerce d'EDF se dit mobilisée pour être en appui aux entreprises et aux infrastructures recevant du public pour réduire de 10% leur consommation d'énergie.



Pour faire face à ce défi, la CGT exige...

... des recrutements d'agents statutaires en nombre pour répondre aux besoins des clients du marché d'Affaires et des structures recevant du public.

Alors que tout indique qu'un changement de logiciel s'impose, le gouvernement Borne II a présenté son fameux « paquet pouvoir d'achat ». **Sans surprise, ses projets de lois ne comportent ni augmentation des salaires ni limitation des prix spéculatifs**, mais de petites aides insuffisantes, souvent temporaires comme la prolongation de la remise carburant et celle sur le bouclier tarifaire.

- **Côté pompe**, avec un plein de gazole à 100 euros, les français sont scandalisés des bénéfices indécents de Total Energie gavé comme jamais, l'exécutif ayant balayé d'un revers de main une ponction exceptionnelle de ses bénéfices.
- **Côté bouclier tarifaire** avec le plafonnement des prix de l'électricité et du gaz, la Commission de régulation de l'énergie (CRE), autorité qui chacun le sait est indépendante, alors que son futur ex Président vient d'être nommé ministre, estime qu'en 2023 une augmentation des tarifs est inéluctable en lien avec la tension des marchés. Les tarifs règlementés du gaz et de l'électricité pourraient alors exploser, d'au moins 8 % si le bouclier tarifaire est maintenu, jusqu'à 50% selon la dernière étude de la CRE de juin 2022.



Pour la FNME-CGT des mesures efficaces sont à mettre en œuvre immédiatement :

- la suspension de l'ARENH, qui est possible en cas de situation exceptionnelle comme celle rencontrée sur le parc nucléaire, dans un contexte de guerre, ou encore en pleine crise énergétique, d'après le Code de l'Énergie...
- la révision du calcul du TRV, couvrant les coûts de production de l'ensemble des moyens utilisés et des investissements futurs.
- la baisse de la TVA sur l'électricité à 5,5 % pour ce bien de première nécessité est tout aussi indispensable.



Hier, devant les représentants de la Nation, la 1^{ère} ministre, sous couvert d'un discours volontariste en matière de souveraineté énergétique, annonce que l'Etat reprendrait 100% du capital d'EDF.

- ✘ Mais sans changer le statut de l'entreprise ... la belle affaire !
- ✘ Mais sans sortie du marché, point de salut !

Le pillage d'EDF a été savamment organisé depuis plusieurs décennies, et a mis à genoux l'entreprise financièrement et industriellement. Mme Borne doit prioritairement démanteler les gangs mafieux à l'origine de la libéralisation du secteur depuis la CRE jusqu'aux fournisseurs alternatifs, qui fournissent d'ailleurs peu ou pas d'électricité mais sont toujours à l'affût de bonnes affaires grâce à l'ARENH.

La FNME-CGT met en garde contre toute fausse « bonne idée » de nationalisation partielle d'EDF à la sauce Macron : cette opération n'apportera aucune solution salvatrice pour l'avenir d'EDF, en prenant prétexte à son dépeçage, et sera source de dysfonctionnement.



Dernière nouvelle, mais pas des moindres : **le gouvernement annonce le départ du PDG** en grande pompe !! Avec quel bilan ?? il laisse derrière lui EDF au bord du gouffre financier, industriel et social.

Quel sera son successeur ? Vu les annonces, n'en attendons rien de bon pour les enjeux sociaux et sociétaux de demain. Sous couvert de réponses aux enjeux énergétiques, ce ne sera à nouveau qu'une stratégie spéculative.

Tout appelle à une nouvelle ère du service public de l'électricité, démocratisé avec de nouveaux droits d'intervention du personnel, des élus territoriaux et de la Nation, des usagers.

Une nationalisation nouvelle dont la propriété sera sociale et intégrale du secteur, en référence au programme progressiste de l'énergie de la FNME-CGT.



Plus que jamais, la FNME-CGT appelle les salariés à ne jamais rester spectateurs de ce qui se joue pour leur avenir, et à se mobiliser pour ce qui leur permet de vivre dignement avec des augmentations générales de salaire compensant a minima l'inflation.